



**Pour le service public des musées,  
pour le service public des archives,  
pour le service public de la Culture et la démocratie culturelle**

Le discours prononcé au Puy-en-Velay le 3 mars est venu confirmer la volonté du Président de la République de se servir de la culture en général, du patrimoine et de l'histoire en particulier dans les échéances politiques à venir. Or, les craintes exprimées par la confédération CGT à propos de la Maison de l'histoire de France, dans une déclaration en date du 18 janvier dernier, sont plus que jamais d'actualité. Avec beaucoup de légèreté et d'inconséquence, Nicolas Sarkozy persiste en effet dans l'instrumentalisation des concepts d'identité nationale, de quête identitaire et mémorielle.

Utiliser ainsi la culture et l'histoire à des fins électoralistes, en parler en termes aussi manichéens, populistes et clivants, relève d'un jeu et de calculs que l'on a peine à qualifier mais dont chacun en revanche peut voir à présent tous les dangers. Revenir par ce biais à la Maison de l'histoire de France n'est pas fait, bien au contraire, pour lever les hypothèques qui pèsent sur un projet très controversé, sujet à caution et fort légitimement contesté de toutes parts.

L'opposition résolue de la communauté artistique et culturelle, de nombreux historiens, universitaires et personnalités, et d'une large majorité des personnels à ce projet est d'autant plus juste que celui-ci met sous l'éteignoir les questions fondamentales posées de longue date aux Archives Nationales comme aux Archives de France.

Si des engagements non négligeables ont bien été esquissés par le cabinet de Frédéric Mitterrand dans le cadre de la lutte commencée en septembre, en termes de projet archivistique au service des citoyens et d'une démocratie éclairée, l'essentiel, malgré tout, reste à faire.

Quels seront le dimensionnement et la nature exacts des missions du futur Centre de Pierrefitte, sa place dans la cité, son ouverture et son dialogue avec la population ? Comment les différents centres des Archives s'articuleront-ils à l'avenir, en vertu de quelle démarche cohérente ? Quid du réseau des Archives de France que l'on sait par trop fragilisé ? Quid encore de l'interministérialité des archives de l'Etat et de la République ? Comment les Archives prendront-elles le tournant de la dématérialisation, de la numérisation du patrimoine bien sûr mais également de celle des archives natives ? Enfin, et le sujet est lui aussi incontournable, quels moyens budgétaires et humains l'Etat est-il prêt à consacrer sur le long terme au service public des archives ?

Par-delà les rodomontades de l'Elysée, au mieux tout à fait stériles, au pire trop souvent délétères, la responsabilité du ministre de la culture est directement interrogée. Monsieur Mitterrand ne saurait esquiver plus longtemps cet ensemble de questions, toutes déterminantes. Sur ce dossier comme sur tant d'autres, qui touchent à l'essence même d'un ministère de la culture, il doit rompre ce silence assourdissant et dommageable au ministère.

La CGT-Culture, aux côtés des personnels et de tous leurs soutiens, est déterminée à obtenir que le devenir du service public des archives passe avant la Maison de l'histoire de France, projet englué dans des considérations politiciennes détestables, et exige un débat public fondé sur un véritable dialogue avec l'ensemble de la profession.

Telle qu'elle est aujourd'hui projetée, la Maison de l'histoire de France, tocade présidentielle ou non, n'est pas recevable. Incompatible avec l'ambition culturelle et scientifique qu'appellent les Archives Nationales et les Archives de France, elle dénote en outre d'une conception rétrograde de l'idée même de musée et s'inscrit dans le droit fil d'un processus hostile aux musées nationaux et à leur réseau. Elle participe aussi du dogme de la RGPP et du désengagement de l'Etat. En ces termes, elle ne peut pas voir le jour.

Notre combat commun pour le service public des archives et des musées se poursuit. Ce combat est au cœur de la bataille pour le service public de la Culture et pour une démocratie culturelle. La CGT-Culture s'investit sans retenue depuis des années dans cette lutte. Nous allons continuer !